



Service d'Infrastructure de la Défense

Service d'Infrastructure de la Défense Nord-Est

Caserne Ney – 1 rue du Maréchal Lyautey

CS 92005 – 57044 METZ Cedex 01

N° PROJET : 2025-PCO001-012

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

MARCHE PASSE EN PROCEDURE ADAPTEE

(en application de l'article L.2123-1 et des articles R.2123-1 à R.2123-7 du code de la commande publique)
intégrant le dispositif DUME

Objet du marché

Projet n° 2025-PCO001-012

COSI : 448478

METZ (57) – Caserne Séré de Rivières 3e Régiment de Hussards – Réhabilitation et mise aux normes EVAT du bâtiment 0001

Marché de diagnostic écologique

Représentant du pouvoir adjudicateur

Le directeur du SID Nord-Est
1, rue du Maréchal Lyautey
CS 92005 - 57044 METZ Cedex 01

Représentant de la maîtrise d'ouvrage

ETAT – MINISTERE DES ARMEES

Service d'Infrastructure de la Défense Nord-Est
Représenté par le chef du Pôle Conduite d'Opérations de Metz

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ :	4
1.1 PROCEDURE.....	4
1.2 TYPE D'OPERATION	4
1.3 DECOMPOSITION EN PARTIES TECHNIQUES / DELAI D'EXECUTION.....	4
1.4 DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	4
1.5 DESCRIPTION SOMMAIRE DU PROJET	4
1.6 MODE DE DEVOLUTION DES TRAVAUX ET MONTANT	4
1.7 CONFIDENTIALITE DU MARCHÉ	4
ARTICLE 2 - INTERVENANTS.....	5
2.1 MAITRISE D'OUVRAGE.....	5
2.2 MAITRISE D'ŒUVRE	5
2.3 ÉTABLISSEMENT(S) UTILISATEUR.....	5
2.4 SOUS-TRAITANCE.....	5
2.5 INSPECTION DU TRAVAIL COMPETENTE	5
ARTICLE 3 - PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ.....	5
ARTICLE 4 - PRESTATIONS INTERESSANT LES ARMEES.....	6
4.1 OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE.....	6
4.2 MESURES DE SECURITE PROPRE AUX ARMEES-PROTECTION DU SECRET	6
4.3 ACTIVITES SENSIBLES DU SITE.....	7
4.4 PREVENTION	7
4.5 RISQUE PYROTECHNIQUE	7
ARTICLE 5 - CONNAISSANCES ANTERIEURES – PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	8
5.1 UTILISATION DES CONNAISSANCES ANTERIEURES	8
5.2 UTILISATION DES RESULTATS.....	8
ARTICLE 6 - PRESENTATION DU PROJET	9
6.1 PRESENTATION DU SITE	9
6.2 OPERATION D'INFRASTRUCTURE.....	9
6.3 –IMPLANTATION DU BATIMENT	9
6.4 PERSPECTIVE DU BATIMENT	10
ARTICLE 7 - CONTENU DE LA MISSION.....	11
7.1 OBJET DE LA MISSION	11
7.2 ÉTENDUE DE LA MISSION	11
7.3 ÉLÉMENTS COMMUNS AUX DIFFÉRENTES TRANCHES	12
7.4 PARTIE TECHNIQUE N°1 : PRE DIAGNOSTIC ECOLOGIQUE SIMPLIFIE ET PROCEDURES ADMINISTRATIVES.....	13
7.5 PARTIE TECHNIQUE N°2 : DIAGNOSTIC ECOLOGIQUE 4 SAISONS	13
7.6 PARTIE TECHNIQUE N°3 : IDENTIFICATION DES IMPACTS ET DEFINITION DES MESURES ERC.....	14
7.7 PARTIE TECHNIQUE N°4 : ACCOMPAGNEMENT MESURES ERC, PROCEDURES ADMINISTRATIVES ET SUIVI DU CHANTIER ..	14
7.8 PARTIE TECHNIQUE N°5 : DEMANDE DEROGATOIRE	14
7.9 MOYENS ACCORDES PAR LE MAITRE D'OUVRAGE.....	14
7.10 POURSUITE DES TRAVAUX AU-DELA DU MONTANT CONTRACTUEL.....	15
ARTICLE 8 - PRIX ET MODE D'EVALUATION DES PRESTATIONS - REGLEMENT DES COMPTES – VARIATION DANS LES PRIX	16
8.1 GENERALITE.....	16
8.2 REGLEMENT DES COMPTES.....	16
8.3 DEMANDE DE PAIEMENT.....	16
8.4 DECOMPTE GENERAL DU MARCHÉ	16
8.5 DATE D'ETABLISSEMENT DES PRIX DU MARCHÉ.....	16
8.6 MODE DE VARIATION DES PRIX.....	17
8.7 CHOIX DE L'INDEX DE REFERENCE	17
8.8 DELAI GLOBAL DE PAIEMENT	17
8.9 SUSPENSION DU DELAI GLOBAL DE PAIEMENT	17
8.10 RETENUE DE GARANTIE.....	17
8.11 AVANCE	17
ARTICLE 9 - DELAIS - PENALITES POUR RETARD	18
9.1 DELAI DE CHAQUE PARTIE TECHNIQUE.....	18
9.2 GENERALITES SUR LES PENALITES.....	18
9.3 MONTANT DES PENALITES.....	18

9.4 PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION	18
ARTICLE 10 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE	19
10.1 ASSURANCE	19
10.2 OBLIGATIONS DU TITULAIRE EN COURS DE MARCHE EN MATIERE DE TRAVAIL DISSIMULE	19
10.3 ADMISSIONS DES PRESTATIONS	19
10.4 ACHEVEMENT DE LA MISSION.....	19
10.5 NON RENOUVELLEMENT OU PERTE DE L'AGREMENT	19
10.6 OBLIGATIONS DU TITULAIRE EN COURS DE MARCHE EN MATIERE DE TRAVAIL DISSIMULE	19
ARTICLE 11 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	20

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ :

<u>1.1 Procédure</u>	MARCHÉ PASSÉ EN PROCÉDURE ADAPTÉE (MAPA) en application des articles R.2122-4, R.2124-7 du code de la commande publique																								
<u>1.2 Type d'opération</u> Article R4532-1 du CdT	Marché de prestations intellectuelles suivant CCAG/PI article 25 option A.																								
<u>1.3 Décomposition en parties techniques / Délai d'exécution</u>	Le délai global d'exécution du présent marché est de trente-quatre (34) mois non consécutifs. Il se décompose en 5 parties techniques dont 1 sur tranche ferme et 4 en optionnelles au sens de l'article 22 du CCAG-PI. :																								
	<table><tr><th>TF/TO</th><th>N°</th><th>Parties techniques</th><th>Délais du présent marché</th></tr><tr><td>Tranche ferme</td><td>1</td><td>Pré diagnostic écologique simplifié et procédures administratives</td><td>4 mois</td></tr><tr><td>Tranche optionnelle 1</td><td>2</td><td>Diagnostic écologique 4 saisons</td><td>4 mois</td></tr><tr><td>Tranche optionnelle 2</td><td>3</td><td>Identification des impacts et définition des mesures ERC</td><td>6 semaines</td></tr><tr><td>Tranche optionnelle 3</td><td>4</td><td>Accompagnement mesures ERC, procédures administratives et suivi du chantier</td><td>24 mois</td></tr><tr><td>Tranche optionnelle 4</td><td>5</td><td>Demande dérogatoire</td><td>3 semaines</td></tr></table>	TF/TO	N°	Parties techniques	Délais du présent marché	Tranche ferme	1	Pré diagnostic écologique simplifié et procédures administratives	4 mois	Tranche optionnelle 1	2	Diagnostic écologique 4 saisons	4 mois	Tranche optionnelle 2	3	Identification des impacts et définition des mesures ERC	6 semaines	Tranche optionnelle 3	4	Accompagnement mesures ERC, procédures administratives et suivi du chantier	24 mois	Tranche optionnelle 4	5	Demande dérogatoire	3 semaines
	TF/TO	N°	Parties techniques	Délais du présent marché																					
	Tranche ferme	1	Pré diagnostic écologique simplifié et procédures administratives	4 mois																					
	Tranche optionnelle 1	2	Diagnostic écologique 4 saisons	4 mois																					
	Tranche optionnelle 2	3	Identification des impacts et définition des mesures ERC	6 semaines																					
	Tranche optionnelle 3	4	Accompagnement mesures ERC, procédures administratives et suivi du chantier	24 mois																					
Tranche optionnelle 4	5	Demande dérogatoire	3 semaines																						
Par dérogation à l'article 13.1.1 du CCAG/PI , le point de départ du délai d'exécution de chaque partie technique ou fraction de partie technique court à compter de la date fixée par l'ordre de service du représentant de la maitrise d'ouvrage.																									
Il est précisé qu'il peut y avoir un recouvrement de plusieurs tranches dans le temps																									
<u>1.4 Délai de validité des offres</u>	Six (6) mois à compter de la date de la remise d'offre																								
<u>1.5 Description sommaire du projet</u>	Le présent marché fait partie de l'opération 448478 - 3e Régiment de Hussards qui consiste à la réhabilitation et mise aux normes EVAT du bâtiment 0001 sur le site de Caserne Séré de Rivières à METZ. Il a pour objet un ensemble de prestations de conduite d'opération pour la réhabilitation et remise au norme du bâtiment 001. Le projet comprend plusieurs opérations de travaux qui seront menées en simultanées.																								
<u>1.6 Mode de dévolution des travaux et montant</u>	<input checked="" type="checkbox"/> Marché à lots <input type="checkbox"/> Marché unique (groupement d'entreprise) ; Montant travaux estimé 8 600 000 € TTC																								
<u>1.7 Confidentialité du marché</u>	Sans objet																								

ARTICLE 2 - INTERVENANTS

<u>2.1 Maîtrise d'ouvrage</u>	Ministère des Armées / Service d'Infrastructure de la Défense Nord-Est représenté par sa Sous-direction Investissement / Pôle de Conduite d'Opérations de Metz
<u>2.2 Maîtrise d'œuvre</u>	<p>Le projet est constitué de plusieurs opérations travaux dont les compétences de maîtrise d'œuvre seront assurées en interne par le Service d'Infrastructure Nord-Est via ses différents services :</p> <ul style="list-style-type: none">- Pôle maîtrise d'œuvre (PMO) de Metz- Unité de soutien (USID) de METZ
<u>2.3 Etablissement(s) utilisateur</u>	<ul style="list-style-type: none">- USID : pour tout ce qui est CVC ;- 3e Régiment de Hussards
<u>2.4 Sous-traitance</u>	<p>Pour déposer ses déclarations de sous-traitance, le représentant de l'acheteur impose aux titulaires et aux sous-traitants l'utilisation des services dématérialisés de la société SUBCLIC (https://subclic.com/). Pour satisfaire cette obligation, le titulaire est tenu de compléter l'article 5 de l'acte d'engagement désignant la personne physique de l'entreprise responsable de la vérification et de la signature des actes de sous-traitance.</p> <p>Il s'agit d'un outil informatique gratuit pour les entreprises, qui permet, la transmission, la validation et la signature de l'ensemble des demandes d'acceptation de sous-traitance.</p> <p>L'inscription doit être maintenue active pendant toute la durée du contrat.</p> <p>Le guide de démarrage pour déclarer un sous-traitant est annexé au présent CCP.</p>
<u>2.5 Inspection du travail compétente</u>	Contrôle général des armées – Groupe des inspections – Inspection du travail dans les armées – 60 boulevard du général Martial VALIN – CS 21623 – PC066 – 75509 PARIS Cedex 15

ARTICLE 3 -PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/PI, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes par ordre de priorité sachant que l'exemplaire conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi :

- ☒ L'acte d'engagement (AE) et ses annexes éventuelles dans la version résultant des dernières modifications éventuelles opérées par avenant ;
- ☒ Le présent cahier des clauses particulières (C.C.P.) ;
- ☒ Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (C.C.A.G./P.I.) ;
- ☒ Les avenants et les actes spéciaux postérieurs à la notification du marché ;
- ☒ La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) ;
- ☒ Les lois, décrets et arrêtés d'application en vigueur
- ☒ L'Arrêté du 19 mai 2020-Intervention d'entreprise extérieurs

ARTICLE 4 -PRESTATIONS INTERESSANT LES ARMEES

<p><u>4.1 Obligation de confidentialité</u></p>	<p>Le titulaire, ayant à intervenir à un moment quelconque du déroulement de l'opération détient les informations s'y rapportant à titre confidentiel. Il doit en faire un usage strictement personnel pour l'exercice exclusif de sa mission et s'interdire toute diffusion, même à ses proches, d'information portant sur les études.</p> <p>Pour tout manquement aux obligations de confidentialité du titulaire, le marché peut être résilié aux frais et aux torts du cocontractant dans les conditions fixées à l'article 39 du CCAG/PI et sans qu'il puisse prétendre à une indemnisation et sans préjuger des poursuites judiciaires éventuelles.</p> <p>Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article 5.1 du CCAG/PI.</p>
<p><u>4.2 Mesures de sécurité propre aux armées-Protection du secret</u></p>	<p>Les prestations faisant l'objet du présent marché intéressent les Armées ; le titulaire doit en conséquence se conformer aux stipulations de l'article 5 du C.C.A.G./P.I.</p> <p>De plus les prescriptions faisant l'objet du présent marché intéressent les Armées mais ne comportent pas de mesures particulières, ni ne présentent de caractère secret, soit dans l'objet du marché, soit dans ses conditions d'exécution.</p> <p>Le titulaire du présent marché sera soumis aux obligations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Tout personnel fera l'objet de contrôle individuel. - Le titulaire devra remettre au représentant du maître d'ouvrage, une fiche de renseignement ainsi qu'une photocopie lisible de la carte d'identité ou de celle de la carte de séjour pour les étrangers, pour chaque membre du personnel amené à accéder sur le site. - Comme l'autorise l'article D.1221-24 du code du Travail, il sera exigé la fourniture des copies de titres de travail. Tout étranger titulaire d'un titre de travail dont la date de validité est périmée, devra être exclu du chantier. - Tous les personnels devront se conformer aux prescriptions particulières d'accès au site où se déroulent les prestations. <p>Toute personne étrangère au ministère des armées doit, pour accéder et/ou séjourner dans les enceintes militaires, être autorisée par l'autorité militaire exerçant les prérogatives du Commandant d'Armes de l'enceinte considérée.</p> <p>L'autorisation d'accès est subordonnée au contrôle élémentaire.</p> <p>Cette autorisation se traduit par la délivrance, après enquête, d'un laissez-passer accordé, selon le cas, à titre permanent ou temporaire. Se laissez-passer est obligatoire pour que le personnel puisse évoluer en autonomie sur la zone de travaux.</p> <p>Le titulaire devra supporter toutes les conséquences qu'entraînerait un refus de laissez-passer par les services compétents dont notamment tout retard occasionné afin de procéder au remplacement du personnel ayant fait l'objet d'un refus d'accès sur site. Ces derniers ne sont pas obligés de justifier leur décision et le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité.</p> <p>La procédure peut durer de 1 à 3 mois.</p> <p>Le titulaire du marché devra soumettre à l'agrément les personnels chargés d'exécuter ce marché. Ceux-ci devront faire l'objet d'une procédure de contrôle primaire.</p> <p>Tout changement, même temporaire de ces personnels, est immédiatement porté à la connaissance du conducteur d'opération et ne pourra se faire sans son accord préalable.</p> <p>La liste des véhicules du titulaire comportant la marque et l'immatriculation est également remise au responsable de l'emprise militaire. A ce titre, une liste nominative des participants à la mission ainsi que la liste des numéros d'immatriculation et assurances des véhicules seront établies par le titulaire et adressées au chargé d'affaires du PCO en charge du suivi de ce présent marché au minima 1 mois avant le début des prestations.</p> <p>Le titulaire déclare avoir pris connaissance des dispositions qui figurent dans le document ci-après annexé au DCE du présent marché :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'Arrêté du 19 mai 2020-Intervention d'entreprise extérieurs

<p><u>4.3 Activités sensibles du site</u></p>	<p>L'emprise De la caserne Séré de Rivières est classifiée en Zone Protégée (ZP). Le titulaire sera amené à intervenir en ZP uniquement.</p> <p>Le titulaire est informé des contraintes suivantes pour l'accès et le travail sur site :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les prestations se dérouleront en site occupé. Les relevés et les investigations ne doivent pas perturber le fonctionnement de l'organisme. La mission opérationnelle du régiment primera sur la mission du titulaire. - Le prestataire soumettra au maître d'ouvrage un calendrier des visites et missions à effectuer sur le site afin d'être accompagné de personnes facilitant l'accès aux locaux et/ou documents ainsi que de permettre au 3e Régiment de Hussards d'adapter son activité opérationnelle. - L'accès au site se fera sous réserve de validation du contrôle primaire du coordonnateur - Ni visites ni travaux ne pourront être programmés en dehors des heures ouvrées. - La fourniture des énergies ne sera pas assurée par l'administration. Il appartiendra au titulaire de prendre ses dispositions en conséquence. - L'accès au site pourra momentanément être interdit aux entreprises extérieures (cause opérationnelle : exercice, intervention, etc....). <p>L'arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures dans un organisme du ministère de la défense sera appliqué.</p>
<p><u>4.4 Prévention</u></p>	<p>Suivant le besoin jugé par le chargé de prévention du site, une visite commune avec celui-ci est à prévoir et s'accompagnera de mesures particulières de sécurité, conformément aux dispositions législatives, réglementaires et administratives en vigueur. A l'issue, le chargé de prévention rédigera un plan de prévention, plan qui sera soumis à la signature du titulaire du marché.</p> <p>Le titulaire devra fournir toutes les informations nécessaires à la rédaction du plan de prévention</p>
<p><u>4.5 risque pyrotechnique</u></p>	<p>L'étude EHTPP n°507957 du 22/10/2020 indique que l'ensemble des données recueillies ne met pas en évidence de faits ayant pu générer de pollution pyrotechnique sur le secteur de l'étude. Par conséquent, toute découverte de munition y sera donc qualifiée de fortuite.</p>

ARTICLE 5 -CONNAISSANCES ANTERIEURES – PROPRIETE INTELLECTUELLE

5.1 Utilisation des connaissances antérieures

Les connaissances antérieures sont définies à l'article 32.2 du CCAG PI. Leur régime d'utilisation correspond à une concession à titre non exclusif par le titulaire au maître d'ouvrage, dans les conditions fixées par l'article 34.1 du CCAG PI.

Toute modification, adaptation ou traduction projetée sur les connaissances antérieures concédées fait l'objet d'un accord préalable du titulaire et le cas échéant, d'une convention spécifique.

5.2 Utilisation des résultats

Les résultats sont définis à l'article 32.1 du CCAG PI. Le régime des droits d'utilisation correspond à une concession à titre non exclusif par le titulaire au maître d'ouvrage, dans les conditions fixées par l'article 35.1 du CCAG PI.

5.2.1 Résultats protégés par un droit de propriété littéraire et artistique

Pour les besoins découlant de l'objet, le titulaire concède, à titre non exclusif, au maître d'ouvrage ses droits composés des droits de reproduction et de représentation définis à l'article 35.2.1 du CCAG PI. L'exercice des droits patrimoniaux s'exerce dans le respect des droits moraux du titulaire.

Cette concession des droits couvre les résultats à compter de leur livraison et sous conditions résolutoires de l'admission des prestations, dans le monde entier et pour une durée légale des droits d'auteur ou des droits voisins du droit d'auteur.

Le prix de la concession est intégré au prix du marché défini à l'acte d'engagement.

5.2.2 Mise en œuvre de la protection des droits moraux.

Le maître d'ouvrage respecte le droit moral de l'auteur initial et lui donne les moyens de s'assurer du respect de son œuvre. Il informe avant toute intervention sur son œuvre.

5.2.3 Utilisation commerciale

Par défaut, le droit d'utiliser les résultats ne couvre pas les exploitations commerciales des résultats par le maître d'ouvrage.

Dans le cas où le maître d'ouvrage souhaiterait exploiter commercialement les résultats du marché, il sollicite l'accord du titulaire afin d'établir une convention définissant les modalités de cette exploitation, incluant au minimum :

- La durée de l'exploitation ;
- Les finalités de l'exploitation commerciale ;
- Les supports de reproduction ;
- Le montant et les modalités de calcul de la redevance ;
- Les modalités de contrôle des versements effectués.

Un contrat de cession de droits est passé entre le titulaire et le maître d'ouvrage en application des dispositions de l'article R.2122-3-3° du code de la commande publique.

ARTICLE 6 -PRESENTATION DU PROJET

6.1 Présentation du site

Le 3e Régiment de Hussards est implantée dans le département de la Moselle (57), sur la commune de METZ.

6.2 Opération d'infrastructure

Le présent document constitue le programme de l'opération visant la réhabilitation de deux niveaux du bâtiment 0001 de la caserne Séré de Rivières à METZ (étages R+1 et R+2) et la mise en conformité des autres étages.

Au total cette opération est constituée de plusieurs étapes dont deux (2) font l'objet du présent marché :

Phase 1 : (Réhabilitation et mise aux normes EVAT des 1^{er} et 2^e étage).

- 4 mois de période de préparation (PP) ;
- 3 mois de préparation du terrain et d'installation de l'hébergement provisoire ;
- 7 mois de travaux (TX) pour la réhabilitation et mise aux normes EVAT des 1^{er} et 2^e étage ;
- prendre en compte la présence du personnel dans les étages autres que les 1^{er} et 2^e étage ;
- interventions ponctuelles aux autres étages.

« Remplacement des menuiseries » :

- 12 semaines de délai pour la fabrication des menuiseries ;
- 6 mois de travaux.

Phase 2 : (Réfection de l'enveloppe et la mise aux normes du bâtiment).

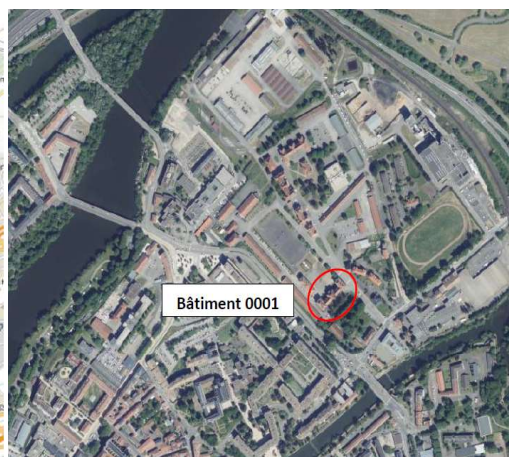
- 4 mois de période de préparation (PP)
- 12 mois de travaux (TX) pour la réfection de l'enveloppe et la mise aux normes du bâtiment. (Couverture, réfection façade, isolation façade, reprise charpente).

Le Chantier sera en site occupé.

Un plan détaillé sera fourni au candidat après signature des engagements de respect de la confidentialité des données. **Se référer à l'article 1.6 du règlement de consultation du DCE.**

6.3 –implantation du bâtiment

Le Poste Central de Protection (PCP) aura une surface de 340 m² et sera construit à l'entrée du site. Il sera composé principalement de bureaux et de locaux techniques destinés à la surveillance du site.



6-4 Façade du bâtiment



Façade sud-est



Façade nord-ouest

ARTICLE 7 - CONTENU DE LA MISSION

<u>7.1 Objet de la mission</u>	<p>L'objectif de ce marché est d'identifier si des espèces et habitats protégés sont présents sur l'emprise concernée afin d'éviter tout aménagement dans le cadre des travaux projetés. Le cas échéant si des espèces protégées (ou traces d'habitats) sont identifiées :</p> <ul style="list-style-type: none">• les localiser, les identifier et les caractériser notamment au regard de leur sensibilité;• de formuler des recommandations au maître d'ouvrage afin de prendre les mesures de préservation qui s'imposeraient (définition de mesures ERC, Eviter-Réduire-Compenser) ;• de cadrer le projet du point de vue des procédures administratives. <p>A ce stade le maître d'ouvrage n'a pas relevé de présence d'espèces protégées sur les emprises objet des travaux, toutefois celui-ci souhaite s'en assurer via le recours à un bureau d'étude spécialisé.</p>
<u>7.2 Étendue de la mission</u>	<p>L'objet du présent marché demande dans un premier temps :</p> <ul style="list-style-type: none">• tranche ferme : La réalisation d'un pré diagnostic écologique simplifié ; <p>Dans le cas où le pré diagnostic demanderait à être complété :</p> <ul style="list-style-type: none">• tranche optionnelle 1 : La réalisation d'un diagnostic quatre saisons ; <p>Dans le cas où le/les diagnostics précédents concluraient à la présence d'espèces protégées pouvant être impactées par l'opération de travaux :</p> <ul style="list-style-type: none">• tranche optionnelle 2 : L'identification et la définition des mesures ERC à prendre;• tranche optionnelle 3 : L'accompagnement mesures ERC, procédures administratives et suivi du chantier. <p>A ce stade le maître d'ouvrage ignore si des espèces protégées sont présentes sur le site et si des mesures ERC et des autorisations administratives spécifiques seront nécessaires, et donc le nombre de réunions et de jour de travail qui seront nécessaire à l'exécution de la mission. C'est pourquoi le marché a été construit de la manière précédente.</p> <p>Les prestations des tranches optionnelles sont à chiffrer à l'unité et basé sur les prix indiqués dans la DPGF.</p> <p>Les objectifs de ce marché sont :</p> <ul style="list-style-type: none">• d'identifier les espèces et habitats protégés afin d'éviter toute destruction dans le cadre des travaux projetés ;• de définir les mesures ERC à mettre en place et de vérifier leur bon respect par les entreprises de travaux ;• de cadrer du point de vue des procédures administratives l'opération ;• de rédiger un dossier de demande de dérogation de destruction d'habitats d'espèces protégées ou de remplir la demande d'intervention sur les nids d'hirondelles des fenêtres.

<p><u>7.3 Eléments communs aux différentes tranches</u></p>	<p><u>Responsabilité du titulaire</u> Le titulaire est responsable de l'exécution du contrat et des modes opératoires qu'il met en œuvre. Il procède à l'exécution de ses missions en respectant l'ensemble des dispositions fixées par la réglementation La société titulaire du marché est soumise à une obligation de moyen. Elle met donc en œuvre tous les moyens notamment humains, organisationnels et techniques, nécessaires à la bonne exécution des missions qui lui sont confiées.</p> <p><u>Matériels et équipements</u> Le titulaire par dérogation ou non aux normes citées ci-après apportera ses propres matériels ou équipements permettant d'accéder dans des conditions normales de sécurité dans chaque zone dans le cadre des missions qui lui sont confiées (échafaudages, nacelles, harnais, échelles, escabeaux, ...). Les protections individuelles et collectives sont également à la charge du titulaire.</p> <p><u>Définition des prestations à réaliser</u> Les prestations demandées au titulaire comprennent toutes les recherches documentaires, études, investigations nécessaires à la réalisation des missions. Au titre du présent marché, le titulaire a une obligation de moyens.</p> <p><u>Participation aux réunions :</u> Le titulaire prévoira dans son offre les réunions de travail et de présentations nécessaires, ainsi que les corrections des documents afférents à sa mission. Il prévoira au minimum une réunion initiale sur le site et une réunion de restitution à la fin de chaque partie technique.</p> <p>Une réunion de préparation sera réalisée avant le commencement de l'étude, elle fera l'objet d'une convocation par ordre de service. Elle sera organisée en présence du maître d'ouvrage, de l'utilisateur, du chargé environnement et du chargé de prévention. Elle aura pour but de définir les zones et les dates possibles d'interventions ainsi que les modalités d'accès. Le titulaire amènera du matériel de marquage si besoin est (peinture, piquets...).</p>
--	--

<p><u>7.4 Partie technique n°1 : Pré diagnostic écologique simplifié et procédures administratives</u></p>	<p>Cette partie technique correspond à la tranche ferme. Il s'agit d'identifier et recenser les espèces et les habitats protégés potentiellement présentes sur le site et les enjeux éventuels.</p> <p>Pour dresser ce diagnostic, le bureau d'études s'appuiera sur les données et les zonages écologiques existants, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • données des associations de protection de la nature locales ou monographies universitaires ; • les études Natura 2000 et des zones protégées ; • les données des conservatoires (CEN Alsace, CBA, etc) ; • les inventaires ZNIEFF ; • les documents du SRCE (schéma régional de cohérence écologique) ; • liste communale des espèces végétales inscrites sur les listes rouges. <p>La prestation comprend également :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une visite complète (intérieur/extérieur/accès) du site concerné par un écologue à des fins : <ul style="list-style-type: none"> ○ de découverte ; ○ de repérage pour des éventuelles accès en sécurité à prévoir ; ○ de recherche de présence ou d'indices de présences d'individus protégé ; ○ d'indices d'habitats d'espèces protégés ; ○ d'exclusions d'éventuels espaces sans potentiel de présence. • des visites d'observations crépusculaires ou non dans la période d'exécution visant à couvrir 2 saisons : <ul style="list-style-type: none"> ○ recherche visuelle et auditive ; ○ identification, repérage et comptage des chauves-souris éventuelles • l'identification d'éventuelles zones humides (circulaire de juin 2008). Si existantes, elles devront figurer sur les cartographies remises par le titulaire <p>Ce pré diagnostic se traduira par la rédaction d'un rapport avec le cas échéant une cartographie précise de l'emplacement des espèces et/ou habitats protégés. Les livrables pourront être établis sur des fonds de carte IGN sous licence ouverte. Le prestataire adaptera les échelles de restitution pour faciliter la lecture des enjeux.</p> <p>Pour la partie floristique, le rapport fournira une liste exhaustive par groupe, en précisant le nom commun, le nom scientifique, le type de protection (nationale, régionale, etc.), le statut dans les listes rouges (régionales, nationales...) et éventuellement quelques commentaires pour des espèces particulières. Les listes systématiques devront être établies par sous-groupes en regroupant les espèces proches. Une liste séparée des arbres, arbustes et autres ligneux du site concerné serait un plus.</p> <p>Les méthodes utilisées pour collecter les informations lors du travail de terrain seront également décrites.</p> <p>Les prestations et les rendus de cette tranche doivent permettre au titulaire d'obtenir suffisamment d'éléments sur 2 saisons afin d'établir en complément suivant le besoin un diagnostic 4 saisons.</p>
<p><u>7.5 Partie technique n°2 : Diagnostic écologique 4 saisons</u></p>	<p>Dans le cas où le pré diagnostic établit par le titulaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> • ne pourra conclure à la non présence d'espèces protégés en raison d'une période d'observation trop réduite ; • aura identifié et argumenté par des observations que des espèces protégées sont éventuellement présentes en dehors des deux saisons déjà étudiées ; <p>Le maître d'ouvrage pourra affirmer cette tranche optionnelle.</p> <p>Ce diagnostic permettra d'apporter au titulaire les observations sur les 2 saisons complémentaires manquantes au pré diagnostic de la tranche ferme afin de réaliser un diagnostic 4 saisons.</p> <p>Ce diagnostic se traduira par la rédaction d'un rapport complet avec les mêmes éléments demandés que pour le pré diagnostic mais sur une période d'observation complète (4 saisons).</p>

<p><u>7.6 Partie technique n°3 : Identification des impacts et définition des mesures ERC</u></p>	<p>Tranche optionnelle qui pourra être affermie par la maîtrise d’ouvrage en cas de présence ou d’utilisation avérée du site concerné par des espèces protégées selon les rendus précédents.</p> <p>Le prestataire devra définir si :</p> <ul style="list-style-type: none"> la réalisation des travaux engendre des impacts concernant les espèces protégées identifiées ; des mesures ERC sont à prendre pour la réalisation des travaux. <p>En ce sens, une réunion avec le titulaire de marché de travaux sera organisée afin que ce dernier présente son programme de travaux et les modalités d’intervention sur site prévues au prestataire du présent marché afin que celui-ci définisse le cas échéant les mesures ERC à prendre en compte.</p> <p>Un rapport rédigé ou un compte-rendu sera à fournir même s’il conclut qu’aucune mesure ERC n’est nécessaire.</p> <p>Le titulaire proposera des mesures Eviter-Réduire et le cas échéant Compenser pour pallier les impacts sur la faune et la flore des travaux de mise en sécurité environnementale.</p> <p>Chaque proposition devra être localisée précisément sur une carte, elle devra être détaillée techniquement et une estimation du coût financier devra être donnée.</p> <p>Le cas échéant la mission comprendra également l’accompagnement du SID NE/USID sur les procédures environnementales à mener (y compris réunion avec la DREAL le cas échéant).</p> <p>La prestation comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> l’analyse des enjeux pour la ou les espèces concernées et évaluation de ceux-ci selon 4 classes : faible, moyen, fort et majeur ; l’évaluation des impacts potentiels du projet selon la démarche ERC sera appliquée (Eviter-Réduire-Compenser) ; la détermination des mesures à mettre en œuvre ; la rédaction et fourniture du rapport d’étude d’impact et mesure comprenant : <ul style="list-style-type: none"> l’ensemble des éléments précédemment cités ; présentant les protocoles, résultats concluant sur les enjeux du site ; la nécessité ou non de réaliser une demande dérogatoire <p>L’ensemble de cette prestation vise des mesures adaptées et proportionnées en priorisant de manière à éviter, réduire puis compenser en dernier lieu l’impact du projet.</p>
<p><u>7.7 Partie technique n°4 : Accompagnement mesures ERC, procédures administratives et suivi du chantier</u></p>	<p>Tranche optionnelle qui pourra être affermie par la maîtrise d’ouvrage si elle estime un besoin d’accompagnement particulier.</p> <p>Le prestataire devra s’assurer de la prise en compte de ces mesures par les titulaires des marchés de travaux dans son programme de travaux mais également pendant toute la durée du chantier.</p> <p>La prestation comprendra une réunion de préparation de chantier et une visite de chantier par mois jusqu’à la fin des chantiers afin de vérifier que les mesures ERC sont bien respectées par les entreprises.</p> <p>Le prestataire pourra également être sollicité par la maîtrise d’ouvrage pour la réalisation de procédure administrative en lien avec la mission.</p> <p>Un rapport rédigé ou un compte-rendu sera à fournir en fin de mission.</p> <p>La durée totale des travaux estimée est de 24 mois dont 2 à 4 mois de période de préparation.</p>
<p><u>7.8 Partie technique n°5 : Demande dérogatoire</u></p>	<p>Tranche optionnelle qui pourra être affermie par la maîtrise d’ouvrage en cas d’obligation identifié dans le rapport d’impacts et mesures.</p> <p>Elle comprend la rédaction d’un dossier de demande de dérogation de destruction d’habitats d’espèces protégées ou de remplir la demande d’intervention sur les nids d’hirondelles.</p>
<p><u>7.9 Moyens accordés par le maître d’ouvrage</u></p>	<p>Le maître d’ouvrage s’engage :</p> <ul style="list-style-type: none"> à informer les maître(s) d’œuvre, entreprises, bureaux d’études et, d’une manière générale, tous les intervenants à la construction, des dispositions qui les concernent dans le présent marché ; à fournir au titulaire, sans frais, et en tenant compte des délais nécessaires à ses opérations, tout renseignement, justificatif et document technique utiles à l’accomplissement de sa mission ainsi que toute pièce modificative ; à fournir dans la mesure du possible toute facilité au titulaire pour l’exercice de sa mission. <p>Les démarches ultérieures (telles que prise de rendez-vous, organisation des visites, etc.) sont à la charge du titulaire du présent marché.</p>

<p><u>7.10 Poursuite des travaux au-delà du montant contractuel</u></p>	<p>Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG/PI, lorsque le montant des prestations exécutées atteint le montant prévu par le marché, la poursuite de l'exécution des prestations au-delà du montant du marché est subordonnée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Soit à la conclusion d'un avenant ; - Soit à l'émission d'une décision de poursuivre prise par le représentant du pouvoir adjudicateur conformément à l'article R2194-1 à R2194-10 du code de la commande publique
--	---

ARTICLE 8 - PRIX ET MODE D'EVALUATION DES PRESTATIONS - REGLEMENT DES COMPTES – VARIATION DANS LES PRIX

<p><u>8.1 Généralité</u></p>	<p>Les prix du marché sont hors TVA.</p> <p>Ils sont réputés comprendre :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les visites ; • les réunions demandées par le conducteur d'opération et celles prévues au CCTP ; • les frais d'établissement et de diffusion des documents ; • les dépenses relatives au respect et à l'application des mesures de sécurité sanitaires liées à la pandémie de la COVID-19. <p>Ces prix seront établis en tenant compte :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de la complexité de l'opération. • des déplacements pour se rendre sur le chantier, dans les bureaux du maître d'ouvrage ou aux différentes réunions. • du temps passé pour la participation aux diverses réunions. • des frais de fonctionnement et de secrétariat. • des frais d'établissement et de diffusion des documents. • de l'obligation faite aux intervenants extérieurs de se conformer aux consignes et règlements édictés par le Chef de Corps ou d'établissement, relatifs à la police et à la sécurité intérieure de l'immeuble dans lequel la mission est exécutée, • du fait que les prestations ou travaux pourront être réalisés en site occupé. • des diverses servitudes inhérentes aux infrastructures existantes et conservées durant l'exécution des prestations.
<p><u>8.2 Règlement des comptes</u></p>	<p>Le règlement des sommes dues au titulaire est effectué via un paiement à l'achèvement complet de chaque partie technique.</p> <p>Le paiement ne peut intervenir qu'après l'achèvement complet de la partie technique et sa réception via OS par le maître d'ouvrage conformément à l'article 10 du présent CCP.</p> <p>Cet OS devra être joint à la facture. Toute facture présentée avant émission de cet ordre de service ne peut être traitée et sera refusée</p>
<p><u>8.3 Demande de paiement</u></p>	<p>Après constatation de l'achèvement de sa mission dans les conditions prévues à l'article 10 du présent CCP, le titulaire adresse au représentant du pouvoir adjudicateur via chorus formulaire une demande de paiement correspondant aux prestations fournies.</p> <p>Le représentant du pouvoir adjudicateur peut rectifier la demande de paiement. Dans ce cas, la demande rectifiée est notifiée au titulaire.</p> <p>Le titulaire devra adresser ses factures de façon dématérialisée et gratuitement en utilisant le portail sécurisé Chorus pro. Toutes les informations utiles à la mise en œuvre de ces procédures se trouvent sur le site https://chorus-pro.gouv.fr. Ce dispositif permet d'économiser les coûts d'édition et d'envoi postal des factures, et de suivre par internet l'état d'avancement de leur traitement ;</p> <p>Les mentions suivantes doivent impérativement être reportées sur les factures :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Numéro d'engagement juridique - Code service exécutant SID Nord-Est/PCO de METZ : D10711I057_16 - SIRET : 130 001 902 00 373
<p><u>8.4 Décompte général du marché</u></p>	<p>Article 8.1 du C.C.A.G PI.</p> <p>Le représentant du pouvoir adjudicateur établit le décompte général du marché qui comprend la récapitulation des paiements déjà réglés ainsi que du solde à verser.</p>
<p><u>8.5 Date d'établissement des prix du marché</u></p>	<p>La date de remise de l'offre par le titulaire est appelé « mois zéro (m0) ».</p>

8.6 Mode de variation des prix	<input checked="" type="checkbox"/> Les prix sont révisables Le coefficient de révision C_n applicable pour le calcul des acomptes et du solde est donné par la formule : $C_n = 0,125 + 0,875 \times \frac{I_n}{I_0}$ dans laquelle I_0 et I_n sont les valeurs prises par l'index de référence I respectivement au mois m_0 et au mois n . Le mois « n » étant le mois contractuel de fin d'exécution des prestations de la partie technique facturée. Les valeurs finales des paramètres retenues pour le calcul de la variation du prix sont celles atteintes à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de leur réalisation réelle si celle-ci est antérieure.
8.7 Choix de l'index de référence	<input type="checkbox"/> Sans objet <input checked="" type="checkbox"/> Index I « INGENIERIE » ((Identifiant INSEE n° 001711010 consultable sur le www.insee.fr)
8.8 Délai global de paiement	Le délai global de paiement des avances, acomptes et solde est fixé à 30 jours . Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Il sera fait application du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.
8.9 Suspension du délai global de paiement	Pour les acomptes, les paiements partiels définitifs et le solde : - En cas de remise par le titulaire d'une demande de paiement jugée incomplète, le Représentant du pouvoir adjudicateur peut suspendre le délai global de paiement défini ci-dessus pour chaque acompte, paiement partiel définitif ou pour le solde. Cependant le délai global de paiement ne peut être suspendu qu'une fois par acompte, paiement partiel définitif ou pour le solde. - Cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Cette notification précise les raisons qui, imputables au titulaire, s'opposent au paiement, ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement de l'acompte, du paiement partiel définitif ou du solde correspondant est alors suspendu jusqu'à la remise par le titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées. A compter de la réception des justifications demandées par le maître de l'ouvrage, un nouveau délai global de paiement est ouvert. Ce nouveau délai est égal à 30 jours si la suspension est inférieure à 30 jours.
8.10 Retenue de garantie	Le titulaire est dispensé de constituer une retenue de garantie.
8.11 Avance	<input checked="" type="checkbox"/> Marché non soumis à octroi d'une avance forfaitaire <input type="checkbox"/> Marché ouvrant droit à percevoir d'une avance forfaitaire <i>(si le marché atteint un montant supérieur à 50 000 € HT)</i>

ARTICLE 9 -DELAIS - PENALITES POUR RETARD

<u>9.1 Délai de chaque partie technique</u>	<p>Pour rappel, le délai de chaque partie technique court à compter de la date de démarrage précisé par OS du maître d’ouvrage :</p> <table><tr><th>TF/TO</th><th>Parties techniques</th><th>Délais du présent marché</th></tr><tr><td>Tranche ferme</td><td>N°1 : Pré diagnostic écologique simplifié et procédures administratives</td><td>4 mois</td></tr><tr><td>Tranche optionnelle 1</td><td>N°2 : Diagnostic écologique 4 saisons</td><td>4 mois</td></tr><tr><td>Tranche optionnelle 2</td><td>N°3 : Identification des impacts et définition des mesures ERC</td><td>6 semaines</td></tr><tr><td>Tranche optionnelle 3</td><td>N°4 : Accompagnement mesures ERC, procédures administratives et suivi du chantier</td><td>24 mois</td></tr><tr><td>Tranche optionnelle 4</td><td>N°5 : Demande dérogatoire</td><td>3 semaines</td></tr></table>	TF/TO	Parties techniques	Délais du présent marché	Tranche ferme	N°1 : Pré diagnostic écologique simplifié et procédures administratives	4 mois	Tranche optionnelle 1	N°2 : Diagnostic écologique 4 saisons	4 mois	Tranche optionnelle 2	N°3 : Identification des impacts et définition des mesures ERC	6 semaines	Tranche optionnelle 3	N°4 : Accompagnement mesures ERC, procédures administratives et suivi du chantier	24 mois	Tranche optionnelle 4	N°5 : Demande dérogatoire	3 semaines
TF/TO	Parties techniques	Délais du présent marché																	
Tranche ferme	N°1 : Pré diagnostic écologique simplifié et procédures administratives	4 mois																	
Tranche optionnelle 1	N°2 : Diagnostic écologique 4 saisons	4 mois																	
Tranche optionnelle 2	N°3 : Identification des impacts et définition des mesures ERC	6 semaines																	
Tranche optionnelle 3	N°4 : Accompagnement mesures ERC, procédures administratives et suivi du chantier	24 mois																	
Tranche optionnelle 4	N°5 : Demande dérogatoire	3 semaines																	
<u>9.2 Généralités sur les pénalités</u>	<p>Les clauses de variation des prix sont applicables aux pénalités. Les pénalités se cumulent. Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard par le maître d’ouvrage. Le nombre de jours de retard est obtenu par différence entre la date de remise du document ou de l'avis et la date limite prévue en tenant compte des délais prévus.</p> <p>Par dérogation à l’article 14.3 du CCAG/PI, aucune exonération d’office de pénalités ne sera consentie.</p> <p>Par dérogation à l’article 14.1 du CCAG PI, les pénalités de retard ne pourront excéder 25% du montant total hors taxes du marché.</p>																		
<u>9.3 Montant des pénalités</u>	<p>Montant de pénalité € HT/ jour par dérogation à l’article 14.1 du CCAG PI.</p> <table><tr><td>• <u>Retard dans la remise de documents</u></td><td>200 €</td></tr><tr><td>• <u>Absence aux réunions*</u></td><td>150 €</td></tr></table> <p>* Par dérogation à l’article 14.1 du CCAG/PI, pour toute absence à une réunion à laquelle il aura été dûment convoqué par le maître d’ouvrage, le titulaire se verra appliquer une pénalité forfaitaire dont le montant est défini ci-dessus.</p>	• <u>Retard dans la remise de documents</u>	200 €	• <u>Absence aux réunions*</u>	150 €														
• <u>Retard dans la remise de documents</u>	200 €																		
• <u>Absence aux réunions*</u>	150 €																		
<u>9.4 Prolongation du délai d’exécution</u>	<p>Une prolongation du délai d’exécution ne pourra être accordée que dans le cadre des dispositions prévues à l’article 13.3 du CCAG/PI.</p>																		

ARTICLE 10 -OBLIGATIONS DU TITULAIRE

<p><u>10.1 Assurance</u></p>	<p>Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.</p> <p>Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est titulaire de ces contrats d'assurance au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.</p>
<p><u>10.2 Obligations du titulaire en cours de marché en matière de travail dissimulé</u></p> <p><i>(marché supérieur à 3 000 € TTC)</i></p>	<p>Il sera fourni, tous les 6 mois, pour les marchés dont le montant est supérieur à 3 000 € TTC les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L.243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et contributions • les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites au 31 décembre de l'année précédant la consultation (volets 3666), ou l'état annuel des certificats reçus (formulaire NOTI 2 édité par le Minefe) • la liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail
<p><u>10.3 Admissions des prestations</u></p>	<p>L'admission des prestations ne peut intervenir qu'après remise complète des documents qui s'y rapportent.</p> <p>Conformément à l'article 29.4 du CCAG/PI en cas de rejet des prestations par le RPA, le titulaire est tenu de reprendre à nouveau ses prestations à ses frais.</p> <p>En cas de non-exécution, le représentant du pouvoir adjudicateur peut les faire exécuter aux frais et risques du prestataire.</p> <p>Toute demande de paiement reçue avant achèvement de la totalité des prestations de la partie technique concernées sera refusée par l'administration.</p>
<p><u>10.4 Achèvement de la mission</u></p>	<p>La mission du titulaire s'achève après fourniture de l'ensemble des documents dus au titre de sa mission.</p>
<p><u>10.5 Non renouvellement ou perte de l'agrément</u></p>	<p>En cas de non renouvellement ou de perte de l'agrément du titulaire portant sur les domaines concernés par le présent marché, celui-ci sera résilié sans indemnité.</p>
<p><u>10.6 Obligations du titulaire en cours de marché en matière de travail dissimulé</u></p>	<p>Lorsque le pouvoir adjudicateur est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L 8221-3 à L 8221-5 du code du travail, il lui enjoint, par lettre recommandée avec accusé réception, de régulariser immédiatement la situation et d'en apporter la preuve. Il informe l'instance de contrôle du résultat de cette démarche.</p> <p>Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours, imposé par l'article R.8222-3 du code du travail, pour répondre à l'injonction du pouvoir adjudicateur.</p> <p>En l'absence de régularisation satisfaisante dans un délai de 6 mois, le pouvoir adjudicateur en informe l'instance de contrôle et peut résilier le marché, sans indemnités, aux frais et risques du titulaire du marché, conformément à l'article 32.1. du CCAG/PI.</p>

ARTICLE 11 -DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations apportées au C.C.A.G./P.I. par le présent marché sont récapitulées ci-après :

- Article 4.1 du C.C.A.G./P.I. relatif aux pièces contractuelles,
- Article 13.1.1 du C.C.A.G./P.I. relatif au début du délai d'exécution,
- Article 13.3 du C.C.A.G./P.I. relatif à l'octroi des prolongations de délai,
- Article 14.1 du C.C.A.G./P.I. relatif aux pénalités,
- Article 14.3 du C.C.A.G./P.I. relatif à l'exonération des pénalités
- Article 19.2 du CCAG/PI. relatif à l'exécution du marché